

# ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Samedi 6 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

## SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite]	277
--	-----

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

## Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite]

[Point 25 \*]

1. M. CUSANO (Uruguay) déclare que s'il est un problème directement lié au financement du développement économique des pays insuffisamment développés, c'est bien celui de la libre exploitation par ces pays de leurs propres richesses. Certes, le financement d'origine extérieure sous forme de secours, de prêts ou d'investissements privés est un élément précieux, indispensable même, du développement de ces pays. Ce n'est pas, cependant, la solution idéale. De l'avis de M. Cusano, l'idéal pour un pays insuffisamment développé est d'accéder à l'indépendance économique, de disposer librement de ses ressources, de se procurer des devises en vendant ses produits à des acquéreurs de son choix. Telles sont les considérations qui ont amené la délégation de l'Uruguay à présenter le projet de résolution qui porte la cote A/C.2/L.165.

2. M. Cusano souligne que l'Uruguay s'est toujours acquitté de ses engagements vis-à-vis du capital étranger et qu'il n'envisage nullement de changer d'attitude. Il tient à fournir à ce sujet les éclaircissements qui s'imposent à la suite des commentaires que le projet uruguayen a suscités dans le *New York Times*. Après s'être demandé s'il convenait d'interpréter ce projet comme l'annonce de mesures de nationalisations prochaines en Uruguay, ce journal a affirmé que le projet de résolution ne représentait pas une prise de position du Gouvernement uruguayen, mais seulement l'opinion d'un membre de la délégation de ce pays, lui-même chef de l'opposition.

3. C'est là, déclare l'orateur, une affirmation non seulement erronée, mais tendancieuse: le Gouvernement de l'Uruguay donne à sa délégation des instructions très précises auxquelles les représentants se font

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

un devoir de se conformer. Il n'y a donc aucune divergence entre les idées qu'ils exposent devant l'Assemblée générale et les vues de leur gouvernement.

4. Le représentant de l'Uruguay s'élève également contre le jugement quelque peu ironique que le *New York Times* a porté sur le projet de résolution en question. Il reconnaît bien volontiers avec ce journal que ce projet de résolution "n'amènera pas la fin du monde". En déposant ce projet, la délégation de l'Uruguay ne recherche nullement un bouleversement universel, elle vient simplement proposer d'établir des normes qui permettent d'assurer le bien-être des peuples dans le cadre d'une existence pacifique.

5. Après cette mise au point, le représentant de l'Uruguay passe aux questions soulevées par les représentants de diverses délégations.

6. Certains représentants ont cru devoir souligner le prestige que l'Uruguay avait gagné par sa politique de respect scrupuleux des obligations contractées. Jamais, en effet, l'Uruguay n'a porté atteinte par sa législation aux intérêts étrangers dans le pays. Jamais il n'a inquiété le capital étranger ni cessé de payer sa dette extérieure. C'est ce qui confère à la délégation de l'Uruguay toute l'autorité morale nécessaire pour présenter son projet. Certes, le Gouvernement de l'Uruguay a nationalisé les services publics et certaines industries de base, notamment l'industrie de l'énergie électrique, les transports, les télégraphes et téléphones, le service des eaux, les installations portuaires, les assurances, l'industrie des carburants, de l'alcool, du ciment, de la pêche, etc. Avant la nationalisation, la plupart de ces services étaient assurés par des sociétés privées, financées dans l'ensemble par des capitaux du Royaume-Uni qui ont pris de ce fait une part prépondérante au développement de l'économie naissante de l'Uruguay. M. Cusano se plaît à souligner que jamais le Gouvernement de la Grande-Bretagne n'a eu à intervenir dans les rapports entre le Gouvernement de l'Uruguay et les ressortissants britanniques qui avaient investi des capitaux en Uruguay. Lorsque l'Uruguay a nationalisé ses services publics, il a indemnisé justement, et même large-

ment, les sociétés touchées, conformément aux dispositions de l'article 32 de la Constitution alors en vigueur, qui traitait de l'expropriation. Les mêmes principes sont énoncés dans la nouvelle Constitution adoptée en 1952 par voie de plébiscite, et M. Cusano est en mesure d'affirmer que son pays restera fidèle à sa politique de justice et d'intégrité.

7. D'autres représentants ont fait observer à M. Cusano que, le principe de la nationalisation étant universellement reconnu en droit international et dans bon nombre de constitutions, la recommandation des Nations Unies prendrait le caractère d'une déclaration platonique. A cela, M. Cusano répond que tel est le caractère de l'immense majorité des décisions des Nations Unies et que c'est peut-être ce qui leur donne leur valeur: les grands principes universels tirent leur pouvoir moral de la sincérité de ceux qui les reconnaissent. M. Cusano ne croit cependant pas que le projet de sa délégation soit purement platonique. En effet, il a pour but d'affirmer la nécessité de protéger les populations des pays insuffisamment développés et de justifier l'attitude des gouvernements de ces pays qui sont désireux de nationaliser leurs ressources naturelles. Il appartient à l'Organisation des Nations Unies de proclamer ces principes et de montrer la même unité d'esprit que le généreux Préambule de la Charte, qui, s'il est lui-même platonique, n'en constitue pas moins une merveilleuse manifestation de confiance dans les forces morales protectrices de l'humanité souffrante.

8. M. Cusano étudie ensuite quant au fond la question soulevée par le projet de sa délégation. Le principe de la nationalisation est sans doute un vieux principe de socialisme d'Etat, toutefois, plus que l'ancienneté, c'est l'opportunité qui confère aux principes toute leur valeur. C'est pourquoi, en Uruguay, les mesures de nationalisation, autrefois combattues, n'ont été imposées qu'au moment opportun, c'est-à-dire lorsque l'Etat s'est trouvé techniquement et économiquement assez fort pour pouvoir se substituer aux intérêts privés. Passant à l'examen du problème du point de vue de l'ensemble des pays insuffisamment développés, M. Cusano fait observer que certains de ces pays ont déjà envisagé, avec plus ou moins d'audace, la possibilité de nationaliser leurs ressources naturelles. Il souligne qu'il importe de ne pas confondre ce droit souverain des Etats à exploiter ce qui leur appartient, avec les manifestations d'une idéologie agressive et destructrice. A l'appui de sa thèse, il rappelle un récent exposé de M. Hernán Santa Cruz, alors représentant du Chili à l'Organisation des Nations Unies; dans cet exposé, M. Santa Cruz avait montré la misère dans laquelle vivent les populations des pays insuffisamment développés, ainsi que la situation catastrophique de leur balance commerciale. Il évoquait, par contraste, les immenses richesses naturelles que ces pays possèdent et soulignait aussi que les pays industrialisés sont de plus en plus tributaires des pays insuffisamment développés pour les matières premières dont leurs industries ont besoin. Ce sont là des arguments qui militent en faveur d'une révision des principes qui régissent l'exploitation des ressources naturelles dans les pays insuffisamment développés.

9. Pour sa part, M. Cusano croit qu'il n'est plus possible, dans un monde qui a connu deux guerres dévas-

tatrices et de gigantesques crises économiques et sociales, de maintenir des conceptions périmées sur l'exploitation de la richesse des peuples. C'est une tragique erreur que de croire à la survivance de doctrines égoïstes qui tendent à priver la population d'un pays de la jouissance des richesses qui lui appartiennent. Certes, M. Cusano estime qu'il convient de respecter le capital privé, base de la société moderne, mais il importe aussi de protéger les intérêts de la collectivité. Comme l'indique la Constitution de l'Uruguay, la propriété est un droit inviolable, sous réserve de l'application des lois d'intérêt général.

10. M. Cusano estime qu'il est indispensable, pour favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés, de trouver des solutions convenables et permanentes. Pour louable qu'elle soit, l'assistance technique ne constitue qu'une solution de caractère provisoire; si c'est la libération économique et politique des peuples que l'on veut promouvoir, il faut envisager des mesures qui leur permettent d'exploiter eux-mêmes et à leur profit les ressources naturelles qu'ils possèdent. C'est dans cet esprit que la délégation de l'Uruguay a présenté son projet de résolution.

11. M. SILES ZUAZO (Bolivie) souligne que le problème évoqué par la délégation de l'Uruguay présente une importance capitale pour les pays insuffisamment développés, en particulier pour la Bolivie, qui participera au débat non pas d'un point de vue théorique, mais en apportant le témoignage d'une expérience dramatique: en effet, en proclamant la nationalisation de ses grandes mines d'étain, la Bolivie a pris récemment une mesure qui ne manquera pas d'influer sur le cours même de son histoire.

12. Etant donné l'intérêt qu'elle porte au problème, la délégation de la Bolivie se réserve d'intervenir au fond lors d'une prochaine séance; elle voudrait se borner, pour le moment, à déclarer qu'elle approuve le principe du projet de résolution uruguayen (A/C.2/L.265 et Corr. 1 et 3) et qu'elle est prête à accueillir toutes les suggestions constructives qui seront présentées au sujet de son propre amendement (A/C.2/L.166); elle envisage également, le cas échéant, de soumettre d'autres propositions à la Commission.

13. M. BETETA (Mexique) souligne qu'il est souvent difficile de faire une distinction entre les questions qui sont du domaine du droit international et celles qui relèvent uniquement de la souveraineté des Etats; cependant, les dispositions qui régissent la propriété et l'exploitation des ressources naturelles ressortissent, sans aucun doute, à l'Etat; on les trouve inscrites dans bien des constitutions nationales. Ainsi, l'article 27 de la Constitution des Etats-Unis du Mexique proclame le droit pour la nation de subordonner la propriété privée à l'intérêt public et de prendre les mesures nécessaires pour assurer la conservation et une répartition équitable des richesses naturelles. Le Mexique ne peut donc souscrire à aucune proposition qui vise à obtenir la reconnaissance, sur le plan international, du droit des Etats de nationaliser leurs ressources naturelles, car toute proposition de cette nature paraîtrait mettre en doute la validité d'un droit dont l'exercice constitue l'une des manifestations les plus évidentes de la souveraineté nationale.

14. Tout en approuvant les idées exprimées dans le projet de résolution dont la délégation de l'Uruguay vient de saisir la Commission, la délégation du Mexique ne peut accepter le dernier alinéa où il est recommandé aux Etats Membres de "reconnaître" le droit pour chaque pays de nationaliser et d'exploiter librement ses richesses naturelles. L'Organisation des Nations Unies n'a pas à se prononcer sur un principe dont la validité, M. Beteta le répète, ne peut être mise en doute. Les pays qui y sont autorisés par leur Constitution peuvent exercer le droit de procéder à des nationalisations au même titre qu'ils exercent le droit de lever des impôts ou d'appeler leurs ressortissants sous les drapeaux, sans qu'aucun organisme international n'ait à leur reconnaître ce droit.

15. La délégation du Mexique envisage avec sympathie l'amendement proposé par la délégation bolivienne, qui tend évidemment à corriger la principale faiblesse du projet de résolution uruguayen, mais qui n'y réussit pas tout à fait. La délégation du Mexique pense, en effet, qu'il ne convient pas davantage d'inviter les Etats Membres à "respecter" le droit pour chaque pays de nationaliser et d'exploiter ses richesses naturelles, que de les inviter à "reconnaître" ce droit. Pour sa part, elle préférerait une rédaction qui exprimerait plus clairement l'idée de l'amendement bolivien : les Etats Membres doivent s'abstenir d'exercer la moindre contrainte sur les pays qui prennent des mesures de nationalisation précisément parce qu'ils sont tenus de respecter le droit pour chaque pays de nationaliser ses richesses naturelles.

16. D'autre part, l'expression "services gouvernementaux et administratifs", qui figure dans l'amendement bolivien, soulève un certain nombre de questions. Les services diplomatiques sont-ils également visés ? N'auraient-ils pas le droit d'intervenir pour défendre les intérêts économiques des ressortissants de leur pays ? L'emploi de termes aussi ambigus soulève toute une série de problèmes complexes, d'ordre juridique et politique, qui échappent à la compétence de la Deuxième Commission.

17. Pour toutes ces raisons, M. Beteta voudrait, à titre tout à fait officieux, proposer au représentant de la Bolivie de remanier son amendement afin de recommander aux Etats Membres, s'ils désirent réaliser les buts et les principes de la Charte, de s'abstenir d'avoir recours à des mesures de coercition, d'ordre politique ou économique, ou à des représailles, quelles qu'elles soient, à l'encontre des pays qui ont exercé ou se proposent d'exercer leur droit légitime de nationaliser et d'exploiter librement leurs richesses naturelles.

18. M. STAHL (Suède) rappelle qu'au cours de la discussion générale (196ème séance), la délégation de la Suède a déjà eu l'occasion de souligner que si une certaine égalité entre les classes, sur le plan économique, contribue au maintien de la paix sociale à l'intérieur des pays, de même, l'égalité des conditions économiques et sociales des différentes nations constitue un élément essentiel de la paix et de la sécurité internationales. Cette opinion s'impose de plus en plus dans le monde. En Suède, par exemple, on fait de grands efforts pour propager des informations relatives aux pays insuffisamment développés et aux problèmes qu'ils ont à résoudre.

19. Le développement économique de ces pays appelle des mesures de tous ordres, mais le moyen le plus sûr, peut-être, de l'accélérer est d'accroître le volume des investissements privés, seuls capables d'assurer l'exploitation des ressources disponibles dans le plus bref délai possible. Toutefois, pour attirer les capitaux étrangers, il est indispensable que les conditions politiques et économiques du pays soient telles qu'elles inspirent confiance aux détenteurs de fonds. Aucune organisation internationale ne peut créer ce climat de confiance : c'est aux pays intéressés qu'il appartient de le faire naître, selon les méthodes qu'ils jugent appropriées.

20. Pour ce qui est de la nationalisation, la délégation de la Suède estime que la question, très complexe, n'est pas de la compétence de l'Organisation des Nations Unies : elle fait partie, de toute évidence, de la catégorie des questions que vise le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, c'est-à-dire, des "affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat".

21. L'adoption d'un projet de résolution qui accorderait la sanction des Nations Unies à une catégorie de mesures que des groupes importants de la population de différents pays considèrent comme les manifestations d'une politique à laquelle ils sont opposés, risquerait d'avoir le regrettable effet de diminuer la confiance que ces groupes accordent à l'Organisation des Nations Unies, institution internationale placée au-dessus des querelles politiques intestines. Une telle décision ne serait pas conforme à la Charte et, en dernière analyse, elle ne servirait pas les intérêts des divers Etats Membres.

22. Des considérations pratiques militent aussi contre l'adoption du projet de résolution de l'Uruguay. M. Stahl ne mentionnera que celle-ci : en proclamant le droit de procéder à des nationalisations sans souligner en même temps l'obligation d'accorder une indemnité convenable aux intérêts étrangers touchés par la nationalisation, on risque d'ébranler la confiance des détenteurs de capitaux et d'entraver par là le financement du développement économique des pays insuffisamment développés. Ainsi, dans ses effets sinon dans sa forme, le projet de résolution de l'Uruguay n'est pas compatible avec l'esprit de l'Article 55 de la Charte.

23. Pour les raisons de principe et les considérations d'ordre pratique qu'il vient d'exposer, M. Stahl sera dans l'impossibilité de voter pour le projet de résolution dont la Commission est saisie par la délégation de l'Uruguay.

24. M. CHAUVET (Haïti) déclare que ce serait affaiblir le droit que possèdent tous les Etats souverains de nationaliser et d'exploiter leurs richesses naturelles que d'adopter un projet de résolution comme celui que la Commission est appelée à examiner. La nationalisation, considérée sous l'angle de l'indépendance économique, est une mesure essentiellement intérieure. M. Chauvet craint donc que l'affirmation solennelle de ce droit n'ait pour conséquence de détruire l'effet des mesures que la Commission s'efforce de prendre en vue d'encourager l'investissement des capitaux étrangers dans les entreprises des pays insuffisamment développés. Pour ces raisons, et malgré toute sa bonne volonté, la délégation d'Haïti s'abs-

tiendra de participer au vote sur le projet de résolution de l'Uruguay.

25. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) constate que le projet de résolution présenté par la délégation de l'Uruguay a déjà donné lieu à un stimulant échange de vues au sein de la Commission: cela est naturel, car il porte sur un sujet qui prête à controverse.

26. La principale raison pour laquelle la Deuxième Commission devrait s'abstenir d'adopter une résolution de cette nature, c'est que, malgré toute la prudence avec laquelle elle est rédigée, le seul mot de "nationalisation" risque d'impressionner défavorablement les personnes qui pourraient vouloir investir des capitaux: il est à craindre que ce projet n'inquiète à la fois les capitalistes étrangers et l'épargne locale. D'une manière générale, le grand public n'analyse pas très attentivement une proposition de ce genre; il ne manquera donc pas de s'alarmer, quelles que soient les intentions des auteurs. Sir Clifford ne saurait trop insister sur les conséquences que l'adoption de ce projet pourrait avoir pour l'aboutissement des efforts que déploie la Commission en vue d'accélérer le développement des pays insuffisamment développés.

27. Le projet de résolution considéré n'est du reste pas rédigé en termes très clairs. Si la délégation de l'Uruguay songe au droit des gouvernements des Etats Membres de contrôler les ressources naturelles de leurs pays, il convient de souligner, à cet égard, que la nationalisation n'est que l'une des formes que peut prendre ce contrôle. Dans tous les pays, les organes législatifs adoptent les lois qui régissent la propriété et l'exploitation des biens. Dans plusieurs pays, les lois relatives aux titres de propriété diffèrent selon qu'elles s'appliquent à des ressortissants du pays ou à des étrangers. Ces lois varient également d'un pays à l'autre. D'une manière générale, il est reconnu que parmi les prérogatives de l'Etat figure le droit de regard sur la propriété privée. Cependant, en parlant de nationalisation, on introduit un concept nouveau. La nationalisation n'est qu'une méthode à laquelle certains gouvernements ont eu recours pour contrôler sur leur territoire les ressources existantes ou en voie de constitution, et elle pose des problèmes de politique intérieure dont la solution devrait être laissée aux gouvernements eux-mêmes, qui prendront les décisions qui s'imposent en fonction de leurs engagements internationaux et autres et des dispositions constitutionnelles applicables.

28. La Deuxième Commission n'a pas pour mission de rédiger des textes juridiques, mais elle doit se garder d'adopter des recommandations qui, faute de précision, risquent d'avoir des conséquences insoupçonnées. L'auteur du projet de résolution a, semble-t-il voulu préciser, à titre de principe très large et très général, qu'il faut assurer le respect du droit qu'ont tous les pays, et plus particulièrement les pays insuffisamment développés, de contrôler l'exploitation de leurs ressources naturelles. Sir Clifford pense pouvoir déduire des paroles prononcées par le représentant de l'Uruguay au moment où il a présenté son projet que les pays qui adoptent des mesures de nationalisation doivent les mettre en œuvre en respectant leurs obligations légales.

29. La délégation du Royaume-Uni ne songe pas à présenter d'amendements pour le moment. Elle a tenu

seulement à exposer ses vues sur la question très grave qui a été soulevée et elle se réserve d'intervenir à nouveau à un stade ultérieur du débat.

30. M. ABDON (Iran) déclare que sa délégation a étudié attentivement le projet de résolution de l'Uruguay et l'amendement de la Bolivie, qu'elle est prête à appuyer l'un et l'autre, non sans avoir présenté, au préalable, certaines observations.

31. Pour un Etat, le droit de disposer librement de ses ressources naturelles découle du principe même de la souveraineté, reconnu en droit international. C'est un droit inaliénable dont la méconnaissance ou la limitation entraînerait la suppression de la souveraineté sans laquelle un Etat ne peut être Membre de l'Organisation des Nations Unies. En vertu du principe de la souveraineté, chaque Etat a le droit illimité de disposer comme il l'entend de ses ressources nationales. Des mesures de nationalisation ont été prises dans de nombreux pays et notamment en France, en Bulgarie, en Pologne, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie et dans le Royaume-Uni. Aux Etats-Unis mêmes, les pouvoirs publics sont intervenus dans la création de grandes entreprises telles que la Tennessee Valley Authority. Enfin, le Mexique en 1938 et l'Iran en 1951, ont nationalisé leur industrie du pétrole.

32. A l'occasion de la nationalisation du pétrole au Mexique, le Gouvernement des Etats-Unis a reconnu, par l'entremise de M. Cordell Hull, Secrétaire d'Etat, le principe de la nationalisation. Le Gouvernement du Royaume-Uni a également admis ce principe lorsque, au cours d'une intervention à la Chambre des Communes, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que, aux termes de la Charte des Nations Unies, les matières premières d'un pays lui appartiennent en propre. Par une note en date du 3 août 1951, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré qu'il reconnaissait, tant en son nom qu'au nom de l'Anglo-Iranian Oil Company le principe de la nationalisation de l'industrie pétrolière de l'Iran. Il a confirmé cette déclaration par une note en date du 27 août 1952.

33. Dans ces conditions, on pourrait se demander quelle utilité présente une résolution recommandant aux gouvernements de reconnaître le droit que possède tout état de nationaliser ses richesses naturelles. Sous réserve de certains amendements, cette résolution serait cependant utile si elle recommandait aux Etats de ne pas recourir à des mesures de coercition politique ou économique, au cas où un gouvernement exercerait son droit de nationaliser ses ressources naturelles.

34. Le représentant de l'Iran estime donc que la Commission pourrait se prononcer sur les trois aspects suivants du problème dont elle est saisie. En premier lieu, le droit des pays insuffisamment développés de disposer librement de leurs ressources naturelles en tant que facteur très important de leur développement économique; en deuxième lieu, l'exercice de ce droit en tant que garantie de l'indépendance économique de ces pays; enfin, lorsqu'un Etat exerce son droit de nationaliser ses ressources naturelles, la nécessité pour les autres Etats Membres de l'Organisation de s'abstenir de toutes mesures de coercition.

35. Il ressort des débats de la Commission que la stabilité de l'économie internationale ne peut être assurée que par le développement économique des pays



insuffisamment développés; à l'heure actuelle, les ressources dont on dispose pour financer ce développement économique sont encore insuffisantes. Dans ces conditions, il faut laisser aux pays insuffisamment développés la possibilité de tirer parti de leurs ressources naturelles et d'affecter les recettes provenant de la vente de leurs matières premières à la mise en œuvre de leurs programmes de développement économique. Il faudrait que certains pays industrialisés comprennent que, dans le monde moderne, la politique qui consiste à exploiter les richesses d'un autre pays au détriment des intérêts de la population de ce pays ne se justifie pas.

36. Pour un Etat, le droit de nationaliser ses ressources naturelles est la garantie de l'indépendance économique. Pour comprendre cet aspect de la question, il faut connaître les raisons pour lesquelles certains pays ont pris des mesures de nationalisation. Le représentant de l'Iran expose la situation qui régnait dans son pays avant la nationalisation de l'industrie pétrolière. L'Anglo-Iranian Oil Company conservait par devers elle la majeure partie des recettes provenant de la vente du pétrole et elle ne versait à l'Iran que de modestes redevances. Le Gouvernement de l'Iran n'avait même pas la possibilité de disposer de ces redevances, versées à Londres sur un compte spécial en livres sterling. Etant donné que ces redevances n'étaient bien souvent pas convertibles en dollars ou en autres devises, l'Iran se trouvait dans l'obligation de se procurer au Royaume-Uni les biens d'équipement qui lui étaient nécessaires. Le Gouvernement du Royaume-Uni était en mesure d'interdire toute initiative qu'il jugeait contraire à ses intérêts. L'Anglo-Iranian Oil Company cherchait à réaliser le maximum de bénéfices sans tenir compte des besoins économiques de l'Iran et en s'opposant à toute réforme sociale. Le régime de la concession constituait un obstacle au développement économique du pays; pour appuyer sa thèse, le représentant de l'Iran donne lecture du troisième paragraphe du préambule du chapitre 3 du rapport intitulé *Les conditions économiques au Moyen-Orient* (E/1910/Add.2/Rev.1).

37. Des raisons politiques ont également incité des pays comme l'Iran à nationaliser leurs industries. En effet l'Anglo-Iranian Oil Company intervenait dans les affaires intérieures de l'Iran et, dans la déclaration qu'il a prononcée en 1951 devant le Conseil de sécurité<sup>1</sup>, le Premier Ministre de l'Iran a signalé que, malgré ses apparences commerciales, l'Anglo-Iranian Oil Company devait être considérée comme l'équivalent moderne de l'East-Indian Company qui, en peu de temps, avait placé toute la péninsule de l'Inde sous sa domination. Le représentant de l'Iran rappelle ensuite les mesures de nationalisation du pétrole adoptées en 1938 par le Gouvernement du Mexique. La stabilité économique du pays était gravement menacée par les interventions des sociétés pétrolières Standard Oil et Royal Dutch.

38. Ainsi, alors qu'en Europe les mesures de nationalisation ont été inspirées principalement par des considérations économiques et sociales, les décisions de ce genre adoptées dans les pays insuffisamment développés ont, pour une grande part, été motivées par des

considérations politiques. L'Iran a procédé à la nationalisation de son industrie pétrolière parce que l'existence même de ce pays était menacée par le régime en vigueur. Il ne faudrait pas en conclure que le Gouvernement iranien ne souhaite pas recevoir de capitaux étrangers. Au contraire, il est prêt à accueillir les capitalistes étrangers qui seraient désireux de faire des investissements en Iran, mais il ne le fera que sur la base de contrats commerciaux et à condition que le capital étranger n'essaie pas d'obtenir des privilèges contraires aux intérêts de l'Iran.

39. M. Abdoh fait observer que les trusts du pétrole ont une puissance telle qu'ils font appel à leurs gouvernements non seulement pour imposer leur volonté aux pays dans lesquels ils exercent ou ils ont exercé leur droit de concession, mais aussi pour s'opposer, dans certains cas, aux décisions prises par des organismes compétents d'autres grandes Puissances. D'après le *New York Times*, l'Anglo-Iranian Oil Company a demandé récemment au Gouvernement du Royaume-Uni d'intervenir pour ne pas laisser ses documents entre les mains de la Commission d'enquête qui étudie l'activité des cartels du pétrole. Ces sociétés pétrolières font également appel à l'intervention de leurs gouvernements après l'adoption, par un Etat, de mesures de nationalisation, afin de perpétuer leur domination économique sous une nouvelle forme. En réalité, la non-intervention des Puissances étrangères en faveur de leurs ressortissants, sauf dans le cas d'un déni de justice, est un principe qu'on ne saurait nier. Pourtant, certaines grandes Puissances ne l'ont pas toujours respecté.

40. Lors de la nationalisation de l'industrie pétrolière au Mexique, le Gouvernement du Royaume-Uni a exercé une pression économique sur le Gouvernement mexicain. Il a prétendu que les sociétés pétrolières étaient propriétaires de la totalité des gisements de pétrole mexicains et que, pour rendre légale l'expropriation, il fallait leur verser l'équivalent de la valeur totale de ces réserves souterraines. Ainsi, le Gouvernement britannique a voulu retarder la conclusion d'un accord et créer au Mexique une situation économique intolérable. Pour interdire la vente du pétrole mexicain sur le marché mondial, les sociétés pétrolières étrangères ont soutenu que ce pétrole était une marchandise volée et que quiconque s'en rendrait acquéreur deviendrait par là même complice du voleur. Les sociétés pétrolières ont déposé des plaintes devant des tribunaux européens afin de procéder à la saisie du pétrole mexicain parvenant en Europe. Toutefois, les saisies provisoires édictées par des tribunaux des Pays-Bas ont été levées l'une après l'autre. De même, un tribunal français et un tribunal belge n'ont pas admis les plaintes déposées par les sociétés pétrolières. Il est à noter que le Gouvernement du Royaume-Uni a eu recours, contre l'Iran, à des procédés analogues afin d'interdire la vente du pétrole iranien sur le marché mondial.

41. Le Gouvernement iranien s'est toujours déclaré prêt à admettre le principe de l'indemnisation; il a même accepté de soumettre ce problème à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice. Toutefois, cette proposition n'a pas reçu un accueil favorable, car on voulait que l'Iran verse, à titre d'indemnité, non seulement la valeur des avoirs de l'Anglo-Iranian Oil Company, mais aussi les bénéfices que cette société

<sup>1</sup> Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité*, sixième année, 560ème séance.

aurait pu en tirer si la concession instituée en 1933 était restée en vigueur jusqu'en 1993. Le représentant de l'Iran fait observer que ces mesures avaient pour objet d'aggraver la situation économique de son pays et de maintenir, sous une forme nouvelle, la domination politique et économique de l'Anglo-Iranian Oil Company sur l'Iran.

42. Cet exemple illustre clairement les raisons qui ont sans doute amené les délégations de l'Uruguay et de la Bolivie à déposer le projet de résolution et l'amendement dont la Commission est saisie. Le représentant de l'Iran ne pense pas que ce projet et l'amendement qui l'accompagne puissent avoir des effets miraculeux; ils attirent cependant l'attention des Etats Membres sur les responsabilités qui leur incomberaient s'ils adoptaient ou maintenaient des mesures de coercition et d'ingérence politique et économique contraires à toutes les règles du droit et aux principes de la coopération internationale.

43. M. HUNEIDI (Syrie) estime que le droit que possèdent les Etats de nationaliser et d'exploiter librement leurs richesses naturelles présente, pour le développement économique des pays insuffisamment développés, une importance considérable, d'autant plus

que l'exercice de ce droit par les pays insuffisamment développés donne lieu fréquemment à des différends qui ont des répercussions internationales.

44. Au cours des dernières années, le Gouvernement syrien a nationalisé un certain nombre de sociétés étrangères en leur accordant une indemnité adéquate. La délégation syrienne estime donc que le droit pour un pays de nationaliser ses ressources naturelles est un droit reconnu en droit international, et qu'il est inaliénable. Tous les orateurs ont exprimé le même avis, mais certains d'entre eux ont des doutes sur la nécessité d'adopter un projet de résolution qui réaffirme ce droit. D'autres ont parlé des répercussions qu'une recommandation de ce genre pourrait avoir sur les pays qui envisagent d'investir des capitaux dans des régions insuffisamment développées.

45. La délégation syrienne ne partage pas entièrement ces appréhensions, mais elle croit qu'il faut rédiger le projet de résolution en termes mesurés, sinon il risquerait d'avoir de fâcheux effets sur les investissements dans les pays insuffisamment développés. Elle appuiera donc le projet de résolution de l'Uruguay ainsi que tout amendement tendant à en améliorer la rédaction.

La séance est levée à 12 h. 50.



